

63LM308/25

A

Fourniture au Ministère de l'Armement
de traverses de chemins de fer en chêne, hêtre
et pin pour voie normale et de traversines pour
voie de 0,60 (272.800.000 fr)

CM 16. 2.40

CD 20. 2.40

64 13. 3.40

CM 1. 3.40

Extrait du P.V. de la séance du 13 mars 1940
du Conseil d'Administration

Q. Ibis - Compte rendu de la délégation
de pouvoirs donnée par le C.A.
dans sa séance du 1er sept. 1939

p. 6

M. LE PRESIDENT rappelle qu'il a été distribué aux membres du Conseil un compte rendu des affaires qui ont été réglées en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil dans sa séance du 1er septembre 1939 et dont il reprend l'énumération :

- Fourniture au Ministère de l'Armement de traverses de chemins de fer en chêne, hêtre et pin pour voie normale et de traversines pour voie de 0,60 (272.800.000 fr).

A la demande du Ministère de l'Armement, la S.N.C.F. a. accepté de servir d'intermédiaire pour la fourniture de la totalité des traverses nécessaires à l'Armée, ce qui lui permettra d'ailleurs de sauvegarder le marché des traverses qu'elle avait antérieurement organisé.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU VENDREDI 1er MARS 1940

Fourniture au Ministère de l'Armement par la S.N.C.F., de traverses de chemins de fer en chêne, hêtre et pin et de traversines (N°52) (272.800.000 fr);

Rapporteur : M. ASSEMAT.

M. ASSEMAT expose qu'à la demande du Ministère de l'Armement, la S.N.C.F. s'est chargée de la fourniture de la totalité des traverses (traverses finies et traversines) nécessaires à l'Armée pour la campagne 1940.

Les prix, qui sont du même ordre que ceux de 1939, résultent du prix de la traverse blanche, lequel a été fixé après accord entre les Ministères des Travaux Publics et de l'Agriculture, prix auquel a été ajouté le coût du finissage.

M. ASSEMAT déclare que ces prix paraissent raisonnables et propose l'approbation du marché.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction

du 20 février 1940

QU. III - Marchés et commandes

- 3*) Fourniture au Ministère de l'Armement de traverses de chemins de fer en chêne, hêtre et pin pour voie normale et de traversines pour voie de 0,60 (272.800.000 fr).

P.V. COURT

- D'autre part, le Comité approuve les marchés suivants :

STENO p.18

M. GRIMPRET. - J'ai examiné cette affaire et je crois qu'on ne peut que féliciter M. PORCHES d'avoir eu l'abnégation de prendre cette fourniture en charge. Il est vrai que cela évitera une concurrence qui eût pu désorganiser son affaire.

M. LE PRÉSIDENT.— L'Armée en emploie un nombre considérable sur le front.

M. BERTHELOT.— Elle utilise plutôt des traversines.

M. LE GÉNÉRAL.— La fourniture de traversines est plus facile que celle de traverses, car on peut employer à cet effet les chutes de bois.

M. BERTHELOT.— D'autant que le Ministère de l'Armement doit se préoccuper de remplacer les traverses qui seront détruites du fait de la guerre.

M. LE GÉNÉRAL.— Etant donné le matériel roulant qui circule actuellement, il faut utiliser des traverses de dimensions suffisantes même pour la construction de petits embranchements. Sinon, les trains dérailleraient constamment. ~~Il y a~~
~~un grand nombre de traverses qui sont~~
~~utilisées pour la construction de~~
~~petits embranchements et qui~~
~~sont détruites par les trains~~
~~qui passent sur elles.~~

M. LE PRÉSIDENT.— Nous adoptons le marché qui nous est soumis.

M. LE BESNERAIS..- Si nous n'intervenons pas, les prix monteraient et nous en subirions les conséquences. M. FORCHET nous en citait ce matin un exemple : Tandis qu'il paie encore à l'heure actuelle 600 fr le mètre cube de bois, le Génie l'achète 1.100 fr. De telles pratiques ne sont pas de nature à faire baisser les prix. Elles nous obligent à accepter des augmentations de prix importantes, car, si nous résistons, nos approvisionnements ne se font pas et nous risquons de manquer des matières premières indispensables.

En agissant comme nous le faisons pour le compte du Ministère ~~xxxxxxx~~ de l'Armement, nous espérons mettre un frein ~~xxx~~ à la hausse des prix, car nous serons les seuls acheteurs.

M. GRIMPERT..- Je m'étais demandé s'il ne nous était pas possible de ne pas intervenir dans le financement même de cette commande; mais j'ai abandonné cette idée, car l'affaire est trop compliquée.

M. LE BESNERAIS..- C'est exact. Cette question est extrêmement complexe, car il n'existe pratiquement aucun fournisseur capable de livrer des traverses à l'état de produit fini. Les uns livrent des traverses blanches, d'autres vendent exclusivement la créosote; certains se sont spécialisés dans les opérations de créosotage, etc..... Cette spécialisation constitue d'ailleurs une bonne chose, car elle permet d'utiliser des quantités de petits ateliers très dispersés. A ce point de vue, ~~xxxxxxx~~ notre politique consiste à maintenir cette situation et à ne pas favoriser les gros producteurs de traverses.

M. GRIMPREZ. - En tous cas, c'est vraiment du dévouement de la part de M. PORCHEZ, de prendre cette affaire en charge.

M. BERTHELOT. - C'est un dévouement nécessaire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Il est regrettable que les services de l'Etat, notamment les services militaires, ~~xxx~~ de même d'ailleurs que certains industriels, qui sont payés d'après leurs dépenses majorées des frais ~~généraux~~ généraux, se désintéressent du prix de revient des matières qu'ils utilisent. La question est d'importance cependant, et de nature à réagir sur les transports. Tant que ces services et ces industries ne s'inquiéteront pas du prix de revient, toutes les mesures que nous prenons pour éviter les transports inutiles ou accélérer la rotation du matériel : augmentation de tarifs, pénalités pour retard dans le déchargement des wagons ou pour stationnement abusif, ne serviront à rien.

C'est une question dont il faudra saisir le Président du Conseil et nous le ferons. Le Ministre de l'Armement a déclaré l'autre jour que les pénalités, les frais de magasinage, pourraient être incorporés dans le prix de revient. Il est évident que les intéressés n'auront plus à se gêner, s'il n'est prévu quelque ^{frein} ~~xxxix~~, comme par exemple de limiter l'incorporation des frais à concurrence d'un maximum à déterminer.

M. GRIMPREZ. - En effet, sinon les intéressés pourront laisser stationner les wagons en toute tranquillité.

M. BERTHELOT. - Il est certain que les industriels se préoccupent peu de l'incidence des frais de transport. Certains ~~expédient~~ expédient du minerai à travers toute la France. S'autres demandent que nous transportions des bois, pour faire

de la pête à payer, d'un bout à l'autre du pays.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT..- Cette attitude des ~~xxxxx~~ industriels résulte encore de ce fait que, quel que soit le prix exigé par le chemin de fer, il reste encore de beaucoup inférieur au supplément de prix du fret maritime, consécutif au risque de guerre.

M. BERTHELOT..- En tout cas, nous n'avons pas de wagons pour assurer ces transports ~~xwxwxwxwx~~ abusifs.

M. LE PRESIDENT..- Cela se rattache à la question des transports inutiles.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT..- Le taux de 10% des frais généraux qu'il est possible d'ajouter au prix de revient s'applique-t-il aux frais généraux seuls ou aux frais généraux et charges ?

M. LE GÉNÉRAL..- Aux frais généraux et charges.

M. TIRARD..- A quoi serviraient les traverses que l'Armement commande par notre intermédiaire ? ~~xxxx~~ Sera-ce à la construction de voies de garage et d'embranchements ?

M. BERTHELOT..- Oui. Egalement à l'établissement de voies de chemins de fer militaires.

Comité de Direction

Séance du 20 février 1940

III - Marchés et commandes

- 3°) Fourniture au Ministère de l'Armement de traverses de chemins de fer en chêne, hêtre et pin pour voie normale et de traversines pour voie de 0,60 (272.800.000 fr).

COMITÉ DE DIRECTION
du 20 Février 1940 103

" Marchés et Commandes "

(Question N° 3)

NB

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central des Installations Fixes

N O T E

pour MM. les Membres du Comité de Direction

au sujet de :

la fourniture au Ministère de l'Armement de
traverses de chemins de fer en chêne, hêtre
et pin pour voie normale et de traversines
pour voie de 0,60m.

Marché de gré à gré.

Montant total approximatif : 272 800 000 fr.

à la S.N.C.F. le 8 Janvier 1940, constitue le marché en question.

Dans le but d'assurer cette fourniture, la S.N.C.F. a passé, dans les conditions habituelles, ses sous-commandes de traverses blanches, suivant un plan de placement établi en accord avec le Ministère de l'Agriculture (Service Militaire des Bois de Guerre) responsable de la ressource "Bois".

Le finissage (entaillage, perçage et, le cas échéant, imprégnation) doit être exécuté dans les chantiers d'injection de la S.N.C.F. et dans certains chantiers privés auxquels les sous-commandes nécessaires ont été passées.

Les prix auxquels les fournitures seront facturées au Ministère de l'Armement figurent à la série de prix incluse dans le marché : des prix ont été prévus pour les traverses en bois dur (hêtre ou chêne) et pour les traverses en bois tendre, injectées ou non. En principe, les traverses en bois dur sont imprégnées de créosote et celles en pin de sulfate de cuivre, la S.N.C.F. fournissant la créosote et le sulfate. Quant aux traversines, elles ne sont pas imprégnées.

Les prix résultent du prix de la traverse blanche, lequel a été fixé en accord entre les Ministères des Travaux Publics et de l'Agriculture, en tenant compte des charges nouvelles survenues depuis 1939, des frais indirects de magasin (3%) et des frais généraux (18%), prix auquel a été ajouté le coût du finissage ; les Entrepreneurs ont d'ailleurs accepté des prix du même ordre que ceux de 1939, en raison du grand nombre de traverses dont le finissage leur a été confié.

Il n'est pas fait de distinction entre les fournitures faites par les chantiers de la S.N.C.F. et celles provenant de chantiers privés.

Une clause de la commande prévoit enfin que la S.N.C.F. sera fondée à demander une modification des prix inscrits à la commande, dans la mesure correspondant à l'incidence résultant des clauses de variations inscrites dans les sous-commandes de traverses blanches et de finissage.

Il est demandé au Comité de bien vouloir autoriser l'acceptation de la commande qui est soumise à son examen.

LE DIRECTEUR

29 JAN. 1940

Signé : PORCHEZ

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

Extrait du PROCES-VERBAL de la séance du Vendredi 16 février 1940

Service Central
Install. Fixes

Fourniture au Ministère de l'Armement
par la S.N.C.F. de traverses de chemins
de fer en chêne, hêtre et pin (n°52)
(272.800.000 frs)

Rapporteur M. FAIVRE d'ARCIER.

M. FAIVRE d'ARCIER, Rapporteur, fait connaître que
le Représentant de la S.N.C.F. a retiré ce dossier de l'ordre
du jour avant le commencement de la séance.